

LA SEMAINE VUE PAR

CHRISTIAN BATAILLE

Député PS du Nord



« Contrairement à sa tradition industrielle, le rôle de l'État s'est peu à peu affaibli »

Christian Bataille a l'habitude de défendre la filière nucléaire sur les bancs de l'Assemblée nationale et au sein d'une gauche de plus en plus prudente. Le feu vert de Londres au projet controversé d'EPR à Hinkley Point ne peut que le réjouir.



Le projet de Hinkley Point dans le sud-ouest de l'Angleterre « est très important pour l'industrie française ». REPRO « LA VOIX »

PAR MATTHIEU VERRIER
mverrier@lavoixdunord.fr

HINKLEY POINT

« Ce projet est très important pour l'industrie française. Il s'agit d'affirmer notre savoir-faire ailleurs en Europe, dans un pays, la Grande-Bretagne, assez regardant sur les technologies. Ce n'est pas seulement un enjeu économique, mais aussi un enjeu de rapport de forces dans le débat mondial. Nos véritables concurrents sont les Chinois, qui sont associés dans le dossier anglais. Ceci évite à EDF de porter le poids de l'effort à lui seul.

Le nucléaire reste un atout pour la France. Son handicap est purement politique. Il s'agit simplement de savoir si les 3% de M^{me} Dufflot méritent qu'on sacrifie un atout industriel essentiel pour l'avenir du pays. Je ne suis pas partisan d'un tout nucléaire. J'ai visité cette semaine la centrale au gaz très au point techniquement de Pont-sur-Sambre, mais qui n'est appelée que lorsque les éoliennes sont en défaut. On a sur le terrain des énergies au gaz qui ne sont qu'en deuxième rideau parce que les éoliennes ont la cote. Ceci pour une raison : elles rapportent aux collectivités. Nous n'avons pas fait les bons choix en matière d'énergie renouvelable. Il aurait fallu un peu plus développer le gaz comme énergie seconde. Les écoles urbaines veulent des éoliennes mais dans

les campagnes loin de leurs fenêtres. Comme député, je n'ai jamais eu dans mon bureau de délégation venant se plaindre du nucléaire. Par contre, j'en ai eu une poignée qui voulaient empêcher la construction d'éoliennes. »

ALSTOM

« L'État est trop faible et trop timide. Il possède 20% dans Alstom. En tant qu'élu du sud du département, je regarde le dossier de près. L'entreprise a un nombre considérable d'emplois à Raismes. Cette unité est plus importante que Belfort. L'affaiblissement global d'Alstom pourrait un jour éclabousser le Valenciennois. Contrairement à ce qu'avait été sa tradition industrielle depuis la IV^e République, le rôle de l'État

“ Si la justice fait preuve de sévérité à l'égard de Cahuzac, je ne serai pas de ceux qui se plaindront. ”

s'est peu à peu affaibli. J'ai été témoin de certaines manœuvres de Serge Tchuruc (ex-PDG d'Alcatel-Alsthom) pour privatiser Alstom. Il a beaucoup nui à l'entreprise. C'est un pilier de notre industrie et, aujourd'hui, le Premier ministre ne peut pas taper sur la table. J'espère que la volonté de François Hollande et Manuel Valls ne s'écroulera pas devant la réalité. Alstom doit faire un pas

en arrière sur sa décision unilatérale.

Sinon, pourquoi pas une nationalisation, comme le propose Jean-Luc Mélenchon ? On peut aussi imaginer une solution intermédiaire. L'État pourrait augmenter sa participation, si Alstom n'a pas les reins assez solides. Cela se ferait pour une durée à définir. Car le problème est aussi que les moyens de l'État ne sont pas élastiques. »

CALAIS

« Il n'y a pas de raison pour que Calais subisse à lui seul le poids des migrants. Il y avait deux solutions : renier l'accord du Touquet et laisser passer les migrants, ou continuer à assumer nos responsabilités. Mais je ne vois pas pourquoi Bordeaux ou d'autres villes n'auraient pas leur part du fardeau. Par ailleurs, si les Anglais ont voté le Brexit, ils doivent accepter les conséquences. Je n'aurais pas été choqué qu'on rouvre les frontières et qu'on laisse les Britanniques se débrouiller. »

PROCÈS CAHUZAC

« Quand Jérôme Cahuzac a été parjure devant les députés, nous étions convaincus qu'il ne pouvait pas mentir. Ce qu'il a fait est beaucoup plus grave que ce que fait un escroc ordinaire. C'est de l'escroquerie avec en plus l'ombre jetée sur l'État. Cahuzac s'est moqué du monde. Je n'ai pas à me substituer aux juges, mais si la justice fait preuve de sévérité, je ne serai pas de ceux qui se plaindront. » ■



« L'affaiblissement global du groupe Alstom pourrait un jour éclabousser le Valenciennois. » PHOTO AFP



« Il n'y a pas de raison pour que Calais subisse à lui seul le poids des migrants. » PHOTO BAZIZ CHIBANE

BIO EXPRESS

13 mai 1946. Naissance à Rieux-en-Cambrésis.

1977. Première élection au fauteuil de maire de sa ville natale. Il gardera ce mandat jusqu'en 2001.

1983-1998. Vice-président du conseil régional, chargé de l'économie.

1998. Devient député du Nord, mandat qu'il occupe encore aujourd'hui.

Auteur de plusieurs rapports sur l'énergie nucléaire, une loi de 1991 sur la gestion des déchets radioactifs porte son nom.